

## OUI à Frontex-Schengen

### Court argumentaire du PLR.Les Libéraux-Radicaux

#### Sur quoi vote-t-on ?

Dans le cadre de son association à l'espace Schengen, la Suisse contribue au contrôle et à la protection de ces frontières via l'agence européenne de garde-frontières et de garde-côtes, appelée Frontex. Au vu des pressions aux frontières de l'Europe (par exemple à la frontière polonaise avec la Biélorussie), le soutien pour la période 2021-2027 (financier, personnel et matériel) doit être renforcé. En tant qu'État associé, la Suisse contribue proportionnellement à sa taille.

Frontex est mise en œuvre sur la base des accords de Schengen/Dublin. La participation de la Suisse à Frontex garantit donc son adhésion à ces accords qui sont à la base de la libre circulation, de la sécurité et de la politique d'asile en Europe.

#### 3 arguments pour un OUI

##### › Éviter un fiasco total en politique européenne

Un rejet du développement de Frontex aura pour conséquence que la Suisse perdra automatiquement son statut de membre de l'espace Schengen. Après l'échec de l'accord-cadre institutionnel, ce seront surtout nos relations avec l'UE qui seraient encore davantage endommagées. Le PLR a toujours été le seul parti à s'engager sans réserve pour une coopération constructive avec l'UE. En cas de rejet de Frontex, la libre circulation sera supprimée. En plus des désavantages évidents pour le déplacement en Europe de chacune et chacun, cela impliquera que la Suisse devra à nouveau sécuriser seule ses frontières par des contrôles systématiques, ce qui engendrera des coûts importants. Le tourisme est également fortement dépendant de l'espace Schengen et les études montrent que le secteur pourrait perdre jusqu'à un demi-milliard.

##### › OUI à la sécurité

La coopération Schengen est un instrument central pour le travail de recherche quotidien des autorités de sécurité. Elle apporte une contribution importante à la lutte contre la criminalité transfrontalière et, par conséquent, à la sécurité intérieure de la Suisse. L'accès au système d'information de Schengen est essentiel pour les corps de police suisses.

##### › OUI à la coopération européenne en matière d'asile

Si on rejette Frontex, on se verrait exclus non seulement l'accord de Schengen, mais également celui de Dublin. Ce dernier régit les processus de migration et d'asile européens. La guerre en Ukraine le montre : une aide rapide, coordonnée et surtout non bureaucratique aux réfugiés ukrainiens n'a été possible que grâce à l'accord de Dublin. La Suisse perdrait son droit de regard sur la politique migratoire européenne et ne coopérerait plus avec les autres pays pour les procédures d'asile. Cela également entraînerait des coûts très élevés.